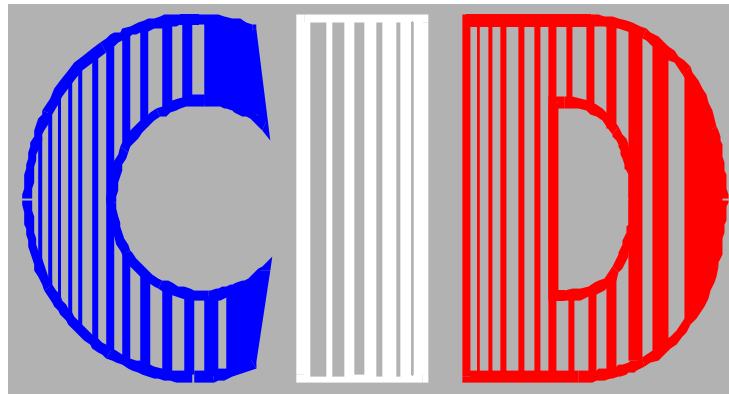




COLLEGE INTERARMEES



DE DEFENSE

MEMOIRE DE STRATEGIE

**LE NOUVEL ORDRE MONDIAL :
UNE SUPERPUISSANCE, UNE STRATEGIE EN PROIE A
DE NOMBREUSES DIFFICULTES**

LCL BEN MUSTAPHA FATHI
7^{EME} PROMOTION GROUPE C1
1999-2000

FICHE DE PRESENTATION

1. LE NOUVEL ORDRE MONDIAL
2. LCL Ben Mustapha fathi
3. 15 mars 2000
4. Groupe C1
5. Mémoire de stratégie
6. La mondialisation dans tous les domaines et l'émergence d'une grande puissance qui domine le monde ont eu un impact important sur la stratégie. Dégager la spécificité de cette stratégie dans ce nouvel ordre mondial.
7. Mots clefs: Mondialisation. Ordre mondial. Stratégie. Universalisation. Globalisation. Internationalisation. Imprévisibilité. Concept de Pax americana. Prévisibilité des menaces. Guerre froide...

INTRODUCTION

1. VERS LE NOUVEL ORDRE MONDIAL :

11-La mondialisation

12-Que vaut la machine de guerre américaine ?

13-L'ambition Américaines d'un nouvel ordre mondial

2. L'EMERGENCE DES ETATS UNIS D'AMERIQUE

21-Les négociations sur le désarmement

22-Les rivalités et les menaces

23-Stratégie des Etats-Unis

3. IMPACT DE LA STRATEGIE AMERICAINE SUR LE NOUVEL ORDRE MONDIAL :

31-Le concept de paix américaine « Pax Americana »

32-Une communauté Euro-Atlantique

4. ENSEIGNEMENTS A TIRER :

41-Un nouvel internationalisme

42-La prévisibilité des menaces

CONCLUSION

La paix dans le monde. C'est le premier objectif qui prime sur tous les autres. Car aucun objectif ne sera jamais approché si la paix n'est pas d'abord assurée...

Pierre Mendès France.

10 mars 1978

INTRODUCTION

Le monde approche-t-il de la fin de l'ère militaire ? Une société post-Clausewitzienne est-elle devenue possible ? Questions étranges puisque plus de trente conflits armés sont en cours et plus de trente millions de soldats servent dans des appareils militaires sophistiqués.

Si la fin de la guerre froide n'a entraîné ni changements fondamentaux dans la structure des armées, ni rationalisation des politiques militaires, les conceptions de la sécurité sont en train d'évoluer rapidement.

Avec la réalisation de la communauté puis de l'union européenne, les accords de « contrôle des armements », les traités de réduction des armements nucléaires et conventionnels, on assiste à l'élaboration d'un nouveau « système de sécurité ». Cette évolution tend vers l'établissement d'un espace politique mondial dominé par les Etats-Unis.

A l'issue de la Guerre du golfe, au printemps de 1991, la Maison Blanche avait annoncé à toute la planète que les Etats-Unis étaient prêts à assurer le rôle de leader d'un « nouvel ordre mondial ». Cette ambition fondée sur le fait que l'Amérique est désormais la seule puissance pouvant décider d'intervenir en n'importe quel point du globe, a été confortée par le coup d'état manqué de Moscou en août 1991, et le subséquent éclatement de l'Union Soviétique.

Les fondements de ce « nouvel ordre mondial » étaient rendus public par le Pentagone en 1992. L'objectif est :

- de préserver et d'étendre le système d'alliances créé par les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale, un système qui a permis de construire « une coopération soutenue entre les plus grandes puissances démocratiques ».
- d'instaurer un système économique mondial basé sur la concurrence et la libre échange.

L'Amérique devait y exercer son leadership naturel grâce à une vaste réforme de ses forces armées et à une stratégie permettant de déterminer le futur environnement de sécurité de la planète afin de parer à des menaces régionales et, le cas échéant, les contrer et les éliminer.

Comment se présente donc cette mondialisation et quelles sont les spécificités de la stratégie américaine et son impact sur le nouvel ordre mondial ?

PREMIERE PARTIE

1. VERS LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

1.1 La mondialisation

Au début des années quatre vingt, le débat intellectuel semblait faire grand cas des processus de mondialisation, entretenant en même temps une certaine confusion dans l'usage des termes qui se trouvent associés avec une rigueur parfois discutable : globalisation, internationalisation, transnationalisation ou encore universalisation semblait rejoindre l'idée de mondialisation comme pour décrire simultanément la fin du « ghetto » national, la porosité croissante des frontières et l'interdépendance plus ou moins marquée des phénomènes sociaux.

La fin de la bipolarité Est-Ouest a marqué l'extinction de la compétition idéologique ; la chute du mur de Berlin et celle du rideau de fer (1989) ont mis à nu un « système monde » qu'on avait coutume de diviser en « camps » et en « trois mondes ». La crise de l'Etat-nation en affectant notamment l'allégeance citoyenne et en diversifiant les modes d'identification des individus fragilise les frontières, tout en divisant les anciennes communautés nationales : échappant à l'attraction du pôle stato-national, l'individu revendique des identités multiples, mobiles, volatiles et de moins en moins territorialisées. En même temps, enfin, les progrès techniques, tout comme la stratégie inventive des entrepreneurs, continuent à démultiplier les réseaux transfrontières : la communication, les échanges économiques formels ou informels, le déplacement des individus, la diffusion des idées ou des modèles s'accomplissent à l'échelle du globe et se révèlent d'autant plus performants qu'ils transgressent largement les conventions de la géographie politique.

Mondialisation et universalisation : un projet ancien mais actualisé

La mondialisation décrit la constitution d'un système international qui tend vers l'unification de ses règles, de ses valeurs, de ses objectifs, tout en prétendant intégrer en son sein l'ensemble de l'humanité. Ainsi défini, le processus renvoie à une histoire aussi longue qu'inédite. Nouveau, il suppose qu'aucune collectivité, aucune terre, aucune société n'échappe à l'insertion dans un système mondial qui se confond avec le globe

terrestre : l'empire d'Alexandre ou celui de Napoléon purent prétendre à une extension infinie qui n'avait aucune chance de se réaliser faute essentiellement de moyens techniques.

Très progressif dans sa réalisation, ce processus s'est amorcé à l'aube du siècle, principalement par le biais de la conquête coloniale, alors que trois siècles de découvertes et de timides contacts entre l'Occident et les grands empires orientaux avaient préparé le mouvement. Le processus ne s'est réellement accompli que lorsqu'il a bénéficié d'une expression institutionnelle : la création des Nations Unies, au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, a proclamé à la fois la volonté de susciter un ordre international à partir de l'unification des règles et des pratiques et la nécessité d'organiser et réguler tous les circuits d'échange, humains, culturels et économiques qui venaient à se développer. Il est à noter par ailleurs que le plan Marshall mis en application au lendemain de la seconde Guerre Mondiale viserait deux objectifs :

- créer un marché européen pour l'absorption des produits américains
- préparer pour la création du Traité de l'Atlantique Nord afin d'acquérir le rôle de leadership américain d'une part, et, arrimer l'Europe au USA d'autre part.

L'universalisation s'impose dans ces conditions comme un concept étroitement associé à celui de la mondialisation. Au lieu de désigner l'étendue et l'unité de la scène internationale, elle décrit la capacité de certains principes, de certaines valeurs ou de certaines règles à transcender l'histoire singulière qui les ont suscité pour s'épanouir uniformément dans tous les contextes sociaux. Elle suppose en même temps que la mondialisation ne pourra pas s'effectuer sans que ne s'opère une convergence minimale entre les divers ordres socio-politiques. Cette dernière hypothèse devient un pivot du débat intellectuel : proclamée déjà dans le contexte scientiste et positiviste du siècle, elle sert alors de fondement à l'évolutionnisme sociologique ; renouvelée au moment de la décolonisation, elle s'imposa comme le postulat principal du développementalisme ; étroitement associée aux termes du post-modernisme, elle s'alimente volontiers du thème périodique- mais fugace- de la fin des idéologies pour proclamer l'universalisation d'un capitalisme aménagé ou de la démocratie occidentale. C'est dire si la mondialisation est un concept sociologique, l'universalisation relève sinon de l'idéologie du moins de l'histoire des idées ; elle présuppose en tout cas un jugement sur les objets sociaux, sur la prétention de certains d'entre eux à postuler des vertus transculturelles. A ce titre, elle

s'apparente à la vision dominante de la modernisation qui, dans le sillage de l'évolutionnisme, tient la construction de la société moderne pour un aboutissement de l'histoire et une globalisation du progrès, substituant aux traditions particulières un ordre dont l'universalité est fondée sur la raison et la science.

Loin de s'imposer comme le Nouvel Ordre international, la mondialisation paraît être au contraire le fondement des nouvelles tensions qui affectent la scène mondiale, l'un des principes qui expliquent le mieux ses dangers, son imprévisibilité et ses apparences contradictoires :

- sur le plan économique, les pays pauvres (manque de technologie, de banques de données sites Internet et de capitaux...)

- sur le plan culturel, risque de perte de l'identité nationale, risque d'invasion culturelle...

- sur le plan militaire, des réactions imprévisibles (terrorisme, intégrisme nationalisme, conflits ethniques...), des conflits régionaux : barrer la route aux Etats-Unis, volonté d'émerger en puissance régionale (Iran, Irak...), s'émanciper d'une puissance coloniale (Bosnie, Kosovo, Macédoine, Tchétchénie...).

1.2 Que vaut la machine de guerre américaine ?

L'impression retirée de l'étude du potentiel militaire américain est celle de la puissance : dans sa diversité, dans sa qualité technologique, dans sa capacité de mener des actions limitées n'importe où dans le monde, la machine de guerre américaine est sans équivalent. Mais les chiffres abstraits ne suffisent pas pour donner la mesure de la puissance.

Celle-ci est un concept relatif. La capacité d'une nation de faire la guerre ne dépend pas des seules forces armées dont elle dispose ; d'autres éléments interviennent, comme la nature de l'importance de ses engagements, ou les possibilités de ses adversaires réels et potentiels qui menacent ou peuvent menacer ses intérêts. La stratégie américaine est Clausewitzienne, guerre repose sur le peuple, la politique et l'armée.

En un mot, il s'agit de savoir ce que les Etats-Unis peuvent faire avec la puissance dont ils disposent comparativement à ce qu'ils voudraient être capables de faire.

Appliquée à la situation présente de ce pays, cette interrogation mène à des questions plus concrètes.

Que vaut la puissance des Etats-Unis aujourd'hui comparée à celle dont ils disposaient y a vingt ans ? Ses intérêts, son influence et ses obligations ont-ils augmenté ou diminué ? Les données nouvelles de la puissance américaine influencent-elles la forme ou le volume de celle de ses adversaires ou bien les deux ?

Les adversaires des Etats-Unis sont-ils plus nombreux et plus puissants ou bien est-ce le contraire ? Qu'elles sont les tendances de l'équilibre militaire entre les Etats-Unis et les nouveaux pôles ?

A la lumière des réflexions provoquées par ces questions, la machine de guerre américaine apparaît beaucoup moins impressionnante.

Les Américains prétendent jusqu'à nos jours que les Etats-Unis demeurent la première puissance du monde. Pour savoir qui semble le plus assuré dans ses affirmations, il suffit d'analyser le comportement des responsables américains durant les deux crises les plus importantes de l'après guerre : la Hongrie en 1956 et Cuba en 1962. Dans les deux cas, ils agirent avec une extraordinaire circonspection, semblant plus craindre de déclencher une guerre que de laisser échapper la possibilité de l'emporter, alors que la supériorité stratégique des Etats-Unis ne laissait pourtant aucun doute sur l'issue d'un affrontement.

1.3 L'ambition américaine d'un nouvel ordre mondial

La première année de l'après-guerre froide a été marquée par la décision des dirigeants américains (Maison Blanche et Congrès réunis) de remplir le vide stratégique laissé par la disparition du pacte de Varsovie et le repli de l'URSS sur son pré carré. Pour l'Amérique, il fallait choisir entre la tentation de se replier elle aussi l'isolationnisme reste un réflexe majeur de la société américaine- et la volonté d'assumer pleinement la responsabilité d'un leadership non plus « occidental », mais mondial. Avec l'invasion du Koweït, le 2 août 1990, Saddam Hussein a fait pencher la balance du côté des « internationalistes ».

Les Etats-Unis avaient joué un rôle essentiel dans le pilotage final de l'implosion de l'empire soviétique, jusqu'au sommet de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), le 6 juillet 1990 à Londres, où l'alliance occidentale avait à la fois proclamé que l'URSS n'était plus « l'ennemi » et affirmé la nécessité d'une refonte totale de son organisation interne un « nouvel atlantisme », dans le jargon de Washington. L'accord germano-soviétique signé dix jours après – le 16 juillet – dans le Caucase avait finalement enterré quarante-cinq ans d'affrontements Est-Ouest ; Moscou acceptait de retirer ses troupes de l'ex-RDA (République Démocratique Allemande) et de permettre l'unification de l'Allemagne au sein de l'Alliance Atlantique. Le monde bipolaire avait vécu.

Mais sans la discipline imposée par la « guerre froide », les responsables américains ne pouvaient que s'inquiéter des velléités d'autonomie de leurs principaux alliés –et concurrents économiques de surcroît , la CEE et le Japon. Ils craignaient, en effet, de se voir évincés progressivement des décisions concernant deux régions clés de la planète à savoir : l'Europe et l'Extrême-Orient. Les efforts entrepris par l'Europe afin de se constituer en grande puissance économique et militaire et de ne compter que sur ses propres moyens pour assurer sa sécurité et sauvegarder ses intérêts dans le monde.

DEUXIEME PARTIE

2. L'EMERGENCE DES ETATS-UNIS

2.1 Les négociations sur le désarmement

Les fondements du « Nouvel Ordre Mondial » sont officiellement définis dans la « Directive pour la planification de défense » (Défense Planning Guidance) pour les années 1994/1999 rendue publique par le Pentagone en mai 1992. L'objectif est de préserver et d'étendre le système d'alliances créé par les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale ; un système qui a permis de construire une coopération soutenue entre les plus grandes puissances démocratiques. L'Amérique devait y exercer son leadership naturel grâce à une vaste réforme de ses forces armées et à une stratégie permettant de déterminer le futur environnement de sécurité de la planète, afin de parer à des menaces régionales et, le cas échéant, les combattre et les vaincre.

Les problèmes posés par la disparition de l'URSS

L'implosion de l'URSS et la non-réalisation de fait de son avorton, la communauté des Etats-Indépendants (CEI), ont tout d'abord mis en cause l'un des principaux axes de la politique de sécurité américaine et occidentale : les grands accords de réduction des armes nucléaires stratégiques (START) et des forces conventionnelles en Europe (FCE), signés en 1990 et en 1991. L'Union soviétique, le seul état pouvant menacer directement les Etats-Unis, a laissé la place à quatre puissances nucléaires : Russie, Ukraine, Biélorussie et Kazakhstan. A force de promesses et de pressions, la diplomatie américaine a fini par obtenir l'adhésion des nouveaux Etats aux accords START et même leur engagement de renoncer au nucléaire militaire. Néanmoins, le 16 juin 1992 lors d'un sommet russo-américain à Washington, les présidents des deux pays sont allés encore plus loin en annonçant un spectaculaire accord de réduction des armes stratégiques, beaucoup plus ambitieux que START1. Il restait encore à mettre en œuvre la destruction effective des armements agréés dans ce traité et le déploiement du lourd système de vérification.

Le même problème s'est posé en matière de désarmement conventionnel. Le traité (FCE) stipule des coupes claires dans les arsenaux de pays européens de l'Atlantique à

l'Oural. Mais comment répartir les réductions attribuées à l'ex-URSS entre les états successeurs ? D'autant que les revendications et les tensions nationalistes n'encouragent pas le désarmement. Le traité après consultation entre les nombreux Etats a cependant été à nouveau approuvé par tous les pays concernés, le 5 juin 1992.

Les traités START et FCE permettent en réalité un contrôle occidental serré sur le potentiel militaire des pays de l'ex-pacte de Varsovie qui sont pour la plupart confrontés à de graves tensions externes et internes. Mais dans la situation de chaos économique et social que vit l'ancien bloc communiste, ces traités ne sont pas toujours suffisants face au danger de prolifération non seulement des armes de destruction massive et du savoir-faire en ce domaine mais aussi de la haute technologie militaire classique.

Assoiffées de devises, la Russie, l'Ukraine ou la Slovaquie bradent les produits de leurs industries militaires. La vente, au printemps 1992, de technologie de missiles soviétique à l'Inde et la vente, en 1998, de sous-marins nucléaires d'attaque à l'Iran, ont créé une certaine tension entre Moscou et Washington qui s'y était formellement opposé. La disponibilité russe et ukrainienne à fournir des armes ultra-modernes à la Chine des avions de combat jusqu'à un porte-avions pourrait facilement devenir une source de désaccord majeur avec les Etats-Unis.

Le « Nouvel ordre » devra vite tenir compte aussi de l'aspiration des dirigeants de Moscou à voir renaître la puissance russe.

22- Les rivalités et les menaces

Dans un langage diplomatique les thèmes d'une première version qui, en février 1992 avait provoqué un scandale dans les chancelleries occidentales consistaient d'empêcher tout « rival potentiel même d'aspirer à un rôle plus important ». en citant le Japon, l'Allemagne ou l'Inde comme des « hégémons régionaux potentiels ». Dans cette optique, Washington devait, par exemple, prévenir l'émergence d'arrangements de sécurité européenne excluant les Etats-Unis. De même il devait s'efforcer de circonscrire une éventuelle menace russe dans l'avenir, en maintenant ses missiles nucléaires pointés sur Moscou et en accordant des garanties de sécurité aux pays d'Europe centrale et orientale.

Parallèlement à cet aspect politico-militaire, la Maison Blanche est également décidée à occuper le terrain de l'organisation économique du monde. Deux objectifs majeurs ont été poursuivis dans ce domaine : la conclusion des négociations du GATT et la mise en place d'un accord de libre échange nord américain (NAFTA) réunissant les Etats-Unis, le Mexique et le Canada. Les premières visent à abaisser de manière radicale les barrières douanières au commerce international. L'Amérique, le plus grand PNB et parc industriel, la plus puissante industrie de services et le premier marché homogène de la planète, espère bien en être le principal bénéficiaire. Le second est une tentative de créer un puissant bloc économique capable de dissuader toute velléité européenne ou asiatique de constituer des forteresses économiques régionales. La force de frappe de la (NAFTA) est d'autant plus crédible qu'elle a explicitement vocation à s'élargir au reste de l'Amérique Latine, en particulier aux groupements qui, tel le marché commun regroupant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay qui ont commencé à renouer avec de fortes croissances.

Il ne suffit donc évidemment pas de tracer les plans d'un leadership mondial, encore faut-il avoir l'autorité pour les imposer. Or, l'année 1991/1992 a mis à rude épreuve les capacités de l'élite dirigeante américaine à organiser le monde selon ses vœux. D'abord, la disparition de l'URSS a rallumé une multitude des tensions et de foyers de conflits régionaux, en Europe de l'Est, dans le Caucase ou en Asie centrale. Ensuite, confrontés à la montée de périls et à la crainte de se retrouver comme simple supplétif de la puissance américaine, les alliés japonais et surtout Ouest-européens ont cherché à se donner une plus grande autonomie de décision. La décision prise, lors de la conférence de Helsinki en 1999, pour la construction de l'Europe de défense, marque la volonté des quinze pays pour dépasser le cadre restreint qui a donné naissance à l'EUROFOR et l'EUROMARFOR.

Enfin, les tenants du « Nouvel Ordre Mondial » ont dû affronter tous ceux qui aux Etats-Unis même, craignent d'être les laissés-pour-compte de cette grande stratégie planétaire. Or, la montée des sentiments isolationnistes et protectionnistes a coïncidé avec la campagne présidentielle, la « stratégie du homard » devenant l'otage du jeu électoral américain.

TROISIEME PARTIE

3 IMPACT DE LA STRATEGIE SUR LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

31- Le concept de paix américain « Pax americana »

L'aventure irakienne est donc tombée à pic. Le 8 Août 1990, six jours après l'entrée des troupes de Saddam Hussein au Koweït, George Bush expliquait l'envoi des forces américaines dans le Golfe en annonçant « une nouvelle ère (...) de liberté et de paix pour les peuples ». Le 11 septembre, devant le Congrès, le Président américain affirmait que la crise, « même si elle est grave, offre aussi une opportunité rare d'avancer vers (...) un Nouvel Ordre Mondial ». Le mot était lâché. La Pax americana avait trouvé son champ d'application.

La Maison Blanche allait ainsi préparer l'intervention au Moyen-Orient comme le premier test de ce « Nouvel Ordre ». Celui-ci, dirait George Bush après la défaite de Bagdad, « ne fait que décrire la responsabilité qui nous est imposée par nos succès ». L'Amérique agissant avec la couverture du conseil de sécurité de l'ONU, s'assume comme seul bras séculier crédible de la communauté internationale. De fait, face à une agression irakienne caractérisée, il s'agissait de faire une démonstration spectaculaire d'autorité, qui intronise les Etats-Unis comme héritiers uniques de l'ancien ordre soviéto-américain. La leçon, au-delà de l'Irak, était destinée d'abord à l'URSS et aux alliés européens et japonais. La guerre du Golfe a permis aussi aux Etats-Unis de s'imposer au Moyen-Orient comme seuls garants de la paix entre Arabes et Israéliens, les discussions qui ont mené à Oslo puis Madrid sont encore en cours (OLP, Syrie, Israël)

La Maison Blanche, le Congrès, le Pentagone et les différents instituts de recherche stratégique américains se sont engagés, en fait, dans un vaste débat. Le consensus est difficile, mais il existe, par exemple, autour de la nécessité de mener de front la recherche d'avantages politico-militaires et d'avantages économiques. De même, il y a accord pour tirer parti de la volonté d'autonomie des alliés : on leur propose d'assumer une part plus lourde du « fardeau » de la défense et de l'aide économique aux régions de crise, en contre partie d'un système d'alliances renouvelées, réaffirmant le leadership politique des Etats-Unis. Cela, bien sûr, ne fait pas encore un « Nouvel

Ordre », mais les américains préfèrent procéder plus pragmatiquement. Quelques lignes de force ont ainsi commencé à émerger de cette discussion permanente au sein de l'élite politique et académique à Washington, et en 1991, la priorité a été donnée au rétablissement de la présence et de l'autorité américaine sur le Vieux Continent.

32- Une « Communauté euro-atlantique » ?

A côté de la relation essentielle avec le Kremlin, la Maison Blanche a également cherché à mettre à jour son leadership vis à vis de ses principaux alliés européens. Les Etats-Unis suivent avec une certaine appréhension la constitution d'une CEE économiquement puissante et plus unie politiquement. Quand ils dénoncent les dangers d'une « forteresse Europe », ils redoutent non seulement de voir apparaître un formidable concurrent sur le marché mondial, mais également une Europe occidentale qui prendrait des décisions indépendantes en matière de politique internationale.

L'OTAN est la seule institution qui assure et codifie la primauté américaine au sein du monde atlantique. Mais l'organisation occidentale était menacée d'obsolescence avec la disparition du pacte de Varsovie. Priorité a été donc donnée à sa revitalisation par une reformulation profonde de sa doctrine et de son dispositif militaire. Les Etats-Unis, s'appuyant sur le fidèle allié britannique, ont ainsi bloqué rapidement et avec une certaine brutalité toutes les premières initiatives franco-allemandes en Décembre 1990 et Février 1991 en faveur d'une « défense européenne ».

Le 29 Mai 1991, Washington faisait adopter au pas de charge une restructuration profonde du dispositif de l'OTAN. En préconisant une forte réduction des forces et leur organisation en unités multinationales soumises au commandement intégré, l'organisation atlantique a consolidé et renforcé encore ce dernier et donc la primauté des Etats-Unis. Le rouleau compresseur américain a ainsi coupé l'herbe sous les pieds des partisans d'une « Europe de défense », la France notamment. Seule « concession » américaine : la constitution d'une force européenne pour les opérations « hors zone OTAN » comme cela s'est passé lors de la guerre du Golfe. Quant aux décisions politico-militaires concernant la « zone OTAN » elle-même que la Maison Blanche étend officiellement jusqu'à l'Europe de l'Est, elles devront rester l'apanage de l'organisation atlantique placée sous le leadership américain. Ceci est confirmé par l'extension de

l'OTAN à l'Europe de l'Est (anciens satellites de l'URSS) comme la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque. Aussi, par le système de partenariat de défense avec d'autres comme l'Ukraine et les pays baltes. L'objectif serait l'endiguement de la Russie (dernières crises balkaniques).

Ce dispositif permettant aux Etats-Unis de garantir une certaine discipline au sein de leur alliance devrait être complété, en direction de l'Europe orientale, par une meilleure structuration du centre de prévention des crises (CPC) de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, qui réunit trente cinq membres- tous les pays européens, les Etats-Unis et le Canada). L'objectif avoué du CPC est la gestion des tensions en Europe centrale et balkanique afin d'éviter qu'elles n'éclatent en affrontements ouverts. Les Etats-Unis, principale puissance de la CSCE, pourront y jouer un rôle clé, en collaboration avec les deux plus importants protagonistes régionaux se trouvant en première ligne, l'URSS et l'Allemagne. C'est là également une manière de limiter la liberté de manœuvre d'une éventuelle politique étrangère commune de la CEE.

La Pax americana en Europe ne se limite pas cependant aux seuls aspects de sécurité et de défense. Reste la variable politico-économique, la plus difficile à manier, représentée par le grand marché européen de 1993 et le processus d'union politique de la CEE. Après la chute du mur de Berlin, le 9 Novembre 1989, Washington a proposé « un nouvel atlantisme ». Celui-ci se résume, en fait, à l'institutionnalisation de consultations régulières entre les Etats-Unis et la CEE, l'objectif étant, à terme, d'aboutir, sinon à un traité en bonne et due forme, du moins à une structure permettant des prises de décisions communes sur les problèmes les plus importants. Sans devenir le seizième membre de la communauté, les Etats-Unis ne rêvent pas moins d'un siège à Bruxelles.

Cette politique des « bons amis » s'est doublée d'une offensive beaucoup plus brutale concernant les négociations commerciales, en particulier au sein du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Washington a mis tout son poids économique et politique dans la balance pour encourager ceux qui, en Europe, préconisent un « grand marché » ouvert à la concurrence internationale. La stratégie est subtile : elle encourage la constitution d'une économie européenne plus homogène et efficace tout en essayant d'empêcher l'apparition d'un bloc Ouest-européen autonome que les américains désignent comme la « forteresse Europe ».

La CEE est ainsi considérée essentiellement comme un exemple de succès politique et économique permettant d'attirer les pays de l'Est vers la démocratie et l'économie du marché. Les Etats-Unis, comme les britanniques, jouent donc la carte d'un « élargissement » de la communauté plutôt que son « approfondissement » préconisé, en particulier, par la France.

33- Le Kremlin, un enjeu capital

En premier lieu, les Etats-Unis restent conscients que Russie est la seule puissance encore capable de menacer directement son territoire, et cela au moyen d'armes de destruction massive. Au Pentagone, on n'a pas manqué de s'inquiéter publiquement du sort de l'arsenal nucléaire soviétique au cas où l'actuelle chaîne de commandement centralisée viendrait disparaître ou se disloquer. George Bush, en accordant contre vents et marées son soutien à Mikhaïl Gorbatchev, a donc visé à empêcher un effondrement trop rapide du pouvoir central qui risquerait d'ouvrir la voie à toutes les aventures.

La guerre du Golfe a aussi montré que le droit de veto des soviétiques au Conseil de sécurité des Nations Unies en faisait encore des interlocuteurs obligés pour toute tentative visant à dégager un consensus politique au sein de la communauté internationale. La bonne gestion des rapports avec Moscou est donc capitale. Il n'est pas question qu'elle soit « parasitée » par d'autres, même les plus proches alliés. Il ne s'agit toutefois plus d'une relation d'égal à égal, fut-elle conflictuelle. Pas question, en effet, de partager la conduite des affaires mondiales avec Gorbatchev, au nom de l'équilibre de la terreur, l'objectif est désormais de gérer au plus près cette dangereuse période de transition, afin « d'aider l'intégration de l'Union Soviétique dans le monde moderne et démocratique ». En d'autres termes : contribuer à la réconciliation de l'URSS avec l'économie libérale du marché mondial, au sein duquel l'Amérique joue un rôle prééminent. C'est le sens de la proposition formulée par les Américains, le 18 Juin 1991, d'une « Communauté euro-atlantique ». En attendant, l'action de la Maison Blanche devrait se résumer, d'un côté, à tenter de neutraliser le « risque » militaire résiduel, de l'autre, à faire miroiter une aide économique substantielle, à condition que le Kremlin s'engage sur la voie des réformes radicales.

Dans le premier cas, on cherche à consolider les acquis des grands accords de désarmement, en particulier le traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (FCE). Le retrait final de l'Armée Rouge d'Europe centrale est en effet le meilleur gage de sécurité sur le Vieux Continent. A la mi-1991, Washington voulait également conclure rapidement les négociations concernant le traité sur la réduction mutuelle de 30% des armes nucléaires stratégiques (START). FCE, START et un futur accord sur l'élimination des armes chimiques sont apparus pour les Etats-Unis comme des garanties non négligeables pour le cas où, réagissant au désordre intérieur, un pouvoir plus autoritaire et moins accommodant s'installerait au Kremlin. Quant à l'attention portée aux réformes économiques en URSS, il suffit de voir comment Washington a négocié pied à pied avec Moscou et les Européens de l'Ouest pour obtenir des engagements plus précis avant d'accepter d'inviter Gorbatchev au sommet annuel de Juillet 1991, à Londres, des sept pays industrialisés (G7).

Concernant l'allié japonais, la stratégie américaine est moins sophistiquée : il s'agit de mieux intégrer le Japon au dispositif de sécurité occidental en lui faisant assumer une part croissante du « fardeau » de la défense. La guerre du Golfe a été ainsi une occasion rêvée de faire pression sur ce pays afin qu'il assume « ses responsabilités » en matière militaire. En attendant, les Etats-Unis ont exigé une solidarité concrète sous forme d'espèces sonnantes et trébuchantes : Tokyo s'est vu contraint de verser son obole (13 milliards de dollars promis) dans le pot commun de la coalition arabo-occidentale. La Maison Blanche ne s'est d'ailleurs nullement gênée pour obtenir d'autres contributions de ses partenaires, de l'Allemagne à l'Arabie Saoudite, ce qui lui rapporta la coquette somme de 54 milliards de dollars pour son opération Tempête de désert.

QUATRIEME PARTIE

4. ENSEIGNEMENTS TIRES

41- La prévisibilité des menaces

L'idée que les crises et les dangers produits par l'évolution des sociétés sont difficilement prévisibles n'a certes rien d'irrationnel à première vue. La futurologie passe par une science peu fiable et il est tout à fait certain qu'il est impossible de prévoir à l'avance la forme, la nature et la date exacte des menaces qui peuvent survenir. Les exemples historiques de phénomènes qui n'avaient pas été prévus ne manquent pas. Il peut donc sembler à la fois rationnel, raisonnablement modeste et prudent de se préparer à toute éventualité, en conservant une force militaire capable de repousser toute agression.

Or la logique planétaire détruit complètement le mythe de l'imprévisibilité. Il suffit pour s'en convaincre de porter quelque attention aux exemples généralement fournis par les argumentaires officiels, pour justifier l'imprévisibilité : soit les hypothèses des survenances de régimes nationalistes et agressifs en Russie ou en Chine de régimes intégristes au sud de la méditerranée, de conflits intraétatiques entraînant des troubles régionaux ou même des conflits ethniques qui peuvent générer une déstabilisation régionale et une menace aux intérêts de l'Occident...

Dire que de tels phénomènes sont imprévisibles signifie que, tout en ayant diagnostiqué leur possibilité, on peut dire à l'avance s'ils se produiront et qu'il est au surplus impossible d'agir pour en empêcher l'apparition éventuelle. C'est dire que l'on ignore les causes, et que, les connaîtront-on, il ne serait pas possible d'agir sur elles. Or ces deux affirmations sont simplement fausses. Tous les exemples fournis relèvent de phénomènes identitaires qui sont parfaitement connus. L'on en a depuis longtemps identifié les causes, et il existent des moyens d'agir sur elles pour en empêcher le développement.

Nul ne doute aujourd'hui que l'avènement de régimes nationalistes militaristes, ou le développement de conflits intraétatiques ne soit dû à des frustrations identitaires

collectives. Les causes de la montée d'Hitler en Allemagne, de Mussolini en Italie, ou des militaires au Japon avant la deuxième guerre mondiale ont été parfaitement analysées. Dans le monde moderne, l'équipement intellectuel, les connaissances et les moyens permettant de prévoir l'évolution de la société ont fait des progrès considérables. Le niveau des connaissances est aujourd'hui suffisant pour qu'il soit possible d'établir des diagnostics sûrs. La quantité, la qualité et la précision des informations disponibles sont sans commune mesure avec ce dont on disposait il y a seulement quelques décennies. Le nombre et la compétence des spécialistes des problèmes d'un pays ou d'une région déterminée se sont accrus exponentiellement dans toutes les disciplines, ainsi que les techniques d'analyse et de prévention. Il n'est nul besoin d'organiser des « systèmes d'alerte rapides » (early warning system) pourtant très à la mode, ni de disposer des informations apportées instantanément par les satellites d'observation, pour obtenir des tableaux précis et complets des phénomènes sociaux d'un pays, ni pour diagnostiquer leur évolution possible ou probable.

Si cette richesse reste potentielle, c'est qu'elle n'est pas exploitée systématiquement. Les spécialistes peuvent publier des études détaillées dans tel ou tel domaine, nul ne leur demande de se regrouper en équipes pluridisciplinaires pour établir des diagnostics et proposer des solutions aux crises naissantes qu'ils pourraient identifier. Si des diagnostics de ce type sont établis par les services de renseignement militaires, le secret qui les recouvre ne permet pas d'en apprécier la qualité et, en tout état de cause, il est évident qu'ils ne sont pas utilisés pour établir des politiques de prévention. De façon plus générale, il n'est pas établi de relations entre renseignement, prévision et prévention.

Les gouvernements ne se préoccupent pas d'établir et de mettre en œuvre des stratégies de prévention, parce qu'ils ne se considèrent pas que ce soit leur rôle et parce que les structures administratives, établies en fonction d'une conception périmée des missions de l'Etat, ne leur proposent pas d'infléchir leurs politiques dans ce sens. Ce sont les ministères des armées et les états-majors qui sont le mieux équipés à très grand frais si l'on songe aux milliards de dollars investis dans les satellites militaires pour collecter l'information. Mais les services de renseignements continuent de chercher à détecter ou à contrôler des activités militaires, mais non à tenter de prévoir et de prévenir les phénomènes économiques, politiques et sociaux qui pourraient conduire à des crises génératrices de menaces.

Les ministères des affaires étrangères, de leur côté, ne se livrent pas à des analyses en profondeur pouvant avoir ces objectifs. La défense des intérêts nationaux les conduit davantage à promouvoir des exportations d'armes qu'à préconiser des stratégies de prévention des crises. Les politiques militaires actuelles, la course aux armements et le commerce des armes concourent au contraire à créer des dangers. Et les diplomates ne se préoccupent de prévention, sous le nom de « diplomatie préventive », que lorsqu'il est trop tard pour qu'elle puisse avoir quelque efficacité. Ils ne disposent pas, de toute manière, des analyses et des ressources qui seraient nécessaires pour pouvoir agir sur les causes qui conduisent à des crises et à des conflits. Ce problème semble être remédié aujourd'hui par la création et l'encouragement des instituts d'études stratégiques.

Ces structures étatiques se reflètent au niveau des organisations mondiales. Le Conseil de sécurité de l'ONU ne dispose d'aucun moyen propre d'analyse intellectuelle ni d'aucune ressource pour faire de la prévention (en dépit des affirmations de tous les secrétaires généraux de l'organisation que ce devrait être sa mission essentielle). C'est le fond monétaire international qui dispose de quelques ressources financières, mais il n'a aucune vocation à s'occuper de sécurité et il utilise son pouvoir pour imposer des « politiques d'ajustement » qui ont généralement pour effet d'aggraver les situations sociales des pays concernés et donc d'accroître les risques de frustration identitaires génératrices de conflits. Et il n'est décidé au plan international de mobiliser des ressources exceptionnelles que pour établir des plans de reconstruction de pays dévasté par des conflits, non pour proposer des « plans Marshall » aux pays où des conflits sont visiblement en préparation.

L'exemple Yougoslave est à cet égard caractéristique. Nul ne peut douter qu'il eût été possible, autour de l'année 1990, de prévenir l'éclatement de la fédération yougoslave, dans laquelle avait vécu en paix pendant plusieurs décennies Slovénes, Croates, Serbes et Bosniaques, si l'Europe ou la « communauté internationale » avaient décidé, au vu des informations disponibles sur l'état de ce pays, de proposer à ce peuple et à ces dirigeants les moyens financiers nécessaires pour mettre en œuvre un plan de développement économique et social destiné à réduire les distorsions économiques et sociales entre ses diverses régions, et un cadre d'association avec l'Union européenne capable de procurer quelques satisfactions à des problèmes identitaires. De véritables stratégies de prévention consisteraient aujourd'hui à faire des propositions comparables

aux pays où les risques de dérive identitaire vers les partis nationalistes, intégristes ou extrémistes, sont visibles. Cette reconversion intellectuelle et structurelle est dans la logique de la révolution en cours, mais elle ne pourra se produire que si les idées sur le rôle d'une organisation mondiale sont-elles aussi complètement renouvelées.

42- Un nouvel internationalisme

La marche vers la fin de l'ordre militaire se heurtera à la résistance des catégories sociales qui ont intérêt à maintenir l'ordre existant et à celle des idées reçues. Lorsqu'on constate la tranquille assurance avec laquelle la majorité des hommes politiques et des experts en « stratégie » continuent de tenir pour acquis le devoir de défendre « l'intérêt national » ou le « rang » de leur pays, en poursuivant la course aux armements les plus performants, en encourageant le commerce des armes, en continuant le développement des armes nucléaires, on peut penser qu'il y a un long chemin à parcourir avant que ce militarisme ne soit remplacé par un nouvel internationalisme. Il faut donc prévoir que des troubles, des crises, et même des guerres (les guerres de décolonisation) résulteront du conflit entre l'ordre nouveau qui s'établit et l'ordre ancien. Il serait singulièrement ironique que l'institution d'un système de paix au niveau mondial commence par de nouvelles guerres ou par la généralisation de l'anarchie. Les problèmes qui subsistent sont donc de deux ordres : la durée possible de cette révolution, la gravité des crises ou des catastrophes que la lutte contre les résistances qui lui sont opposées pourra entraîner. L'ordre militaire pourrait être renforcé par une option stratégique d'ordre économique qui vise à mettre un pays hors la loi « rogue states » sous embargo (Cuba, Irak, Libye, Soudan, Afghanistan, Corée du nord...)

Ces risques sont considérables et ils sont d'autant plus grands qu'à la différence des révolutions précédentes, l'enjeu de celle-ci est d'une ampleur inégalée et que les résistances idéologiques y revêtent une forme identitaire particulière. La renaissance, la révolution démocratique, la décolonisation ont certes remis en question des croyances qui étaient enracinées dans les esprits depuis plusieurs siècles. Mais il s'agit cette fois de remplacer une conception de la société qui a survécu à toutes les transformations politiques depuis le début de l'histoire connue, et de proposer la vision d'un type de société entièrement nouveau. Il serait naïf de penser que la seule force de la raison pourra aplanir les difficultés d'une reconversion aussi totale.

Au surplus, les changements identitaires proposés dans presque toutes les révolutions précédentes étaient, dans une large mesure, positifs. Il s'agissait de se libérer de contraintes intellectuelles ou politiques, ce qui, dans tous les cas, faisait passer les individus du statut de « sujet » soumis à des hiérarchies et à des obligations multiples, à celui de « citoyen » d'un monde plus libre. L'attrait de ce changement jouait en faveur de l'ordre nouveau. En revanche, passer du statut de citoyen tunisien, français, américain, italien, russe, japonais ou chinois à celui de « citoyen du monde » est certainement moins attractif, dans la mesure où, sous une forme ou sous une autre, cette mutation exige l'abandon du sentiment de fierté et de supériorité (le « leadership » américain, la grandeur de la France, .etc....) que comportent tous les nationalismes. Passer d'une identité ressentie comme agréable et flatteuse à une identité qui met tous les hommes sur le même plan est une opération plus difficile, et les frustrations collectives qu'elles pourrait entraîner risquent d'être la source des résistances à toute transformation.

Le premier d'entre eux concerne le faux « réalisme » en vertu duquel les guerres sont une fatalité à laquelle aucune société ne saurait échapper. « les guerres ont toujours existé et existeront toujours », « La guerre est un produit de la nature humaine », et « Si tu veux la paix prépare la guerre », « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », étant les formules sur lesquels repose cette sagesse ancestrale. Pendant des siècles, l'attitude des sociétés devant la peste ou le choléra a été du même ordre que celle que décrivent les aphorismes ci dessus au sujet de la guerre. Il s'agit de remplacer un comportement fataliste et magique par une approche scientifique. Chacun sait aujourd'hui que les guerres sont des maladies du corps social dues à des frustrations identitaires collectives. Elles peuvent donc être l'objet d'une thérapeutique préventive. Le « réalisme », naïf, que les formules citées résumant, est fondé sur une sous estimation de l'ampleur et sur une conception erronée de la nature du changement social en cours. L'évolution vers un système de sécurité planétaire inévitable débouchera sur une organisation politique et sociale qui ne permettra pas le recours à la violence armée pour la solution des conflits qui continueront d'opposer les divers groupes de la société planétaire.

CONCLUSION

La première année de l'après « guerre froide » a été marquée par la décision des américains (Maison Blanche et Congrès réunis) de remplir le vide stratégique laissé par la disparition du pacte de Varsovie et le repli de l'ex URSS. Pour l'Amérique, il fallait choisir entre la tentation de se replier elle aussi, l'isolationnisme reste un réflexe majeur de la société américaine et la volonté d'assurer pleinement la responsabilité d'un leadership non plus « occidental » mais mondial.

Mais si les architectes américains du « nouvel ordre mondial » sont restés impuissants face à plusieurs crises majeures (Yougoslavie, Caucase) ou au piétinement des négociations de paix au Proche Orient ouvertes par la Conférence de Madrid en 1992, le maintien de leur leadership vis à vis de leurs principaux alliés Europe et Japon et de la Russie reste toujours en succès.

Le projet de « Nouvel Ordre Mondial », pour opportuniste et pragmatique qu'il soit, n'en a pas moins un certain souffle. L'élite dirigeante américaine, en dépit de l'accumulation des problèmes internes et des fortes pressions d'une opinion tentée par l'isolationnisme, parie à nouveau sur une fuite en avant, sur la « mission » des Etats-Unis dans le monde.

L'Amérique de George Bush, en assumant l'héritage de l'ordre bipolaire de la « guerre froide », se trouve pour la première fois, à devoir partout défendre le *statu quo* des équilibres existants. Mais si les Etats-Unis peuvent encore faire jouer leur puissance militaire pour contrer ou dissuader les aventures des gouvernements « hors la loi » qui voudraient échapper à l'ordre international, ils sont impuissants à faire face aux phénomènes actuels de désagrégation des unités étatiques.

La remise en cause des frontières en Europe centrale, et balkanique, en ex URSS et dans le tiers monde, la montée des nationalismes, des intégrismes, des séparatismes ne peuvent que compliquer démesurément l'administration d'une « Pax americana ». En outre, l'impossibilité pour la Maison Blanche de gérer seule ce type de tensions oblige tous ceux qui se trouvent en première ligne à prendre des décisions par eux-mêmes échappant ainsi, en partie, au leadership américain. La Maison Blanche pourrait bien

décréter qu'il fallait maintenir la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et même l'URSS en l'état. Mais le Kremlin, Bonn, Rome ou Vienne ne pouvaient pas ne pas tenir compte de la possibilité inverse et agir en conséquence.

Le Nouvel « Ordre Mondial », que George Bush a annoncé « pour cent ans » et dont l'Amérique serait le garant, est un projet qui a certainement du panache et une bonne dose de suffisance. Mais il ne peut se fonder que sur l'autorité acceptée des Etats-Unis. Or « l'autorité on l'a tant que l'on n'est pas contraint de l'exercer ».

L'avenir du nouvel ordre mondial et de la stratégie du « homard » dépendra également de tous ceux qui aux Etats-Unis ont aussi perdu la « guerre froide ».

BIBLIOGRAPHIE

- L'ordre mondial** :PHILIPPE MOREAU DEFARGES
- Questions stratégiques** :Alfred G.A. VALLADO
- Le nouvel ordre mondial 1991 à nos jours**Yves LE DIASCORN
- Politique étrangère 2/97** :ifri
- Traité de stratégie 2^{ème} édition** :Hervé COUTEAU-BEGARIE
- Mondialisation** :Bertrand BADIT 1994
- Mondialisation : « LE GRAND BLUFF »**Courrier International 1997
- Le monde depuis la fin des années 60** :JEAN-FRANCOIS SOULET
.....SYLVAINÉ GUINLE-LORINET
- Méthodes de la géopolitique** :François THUAL
- La société sans la guerre** :François Géré